

Europe, Chine, Tibet : les enjeux géopolitiques

Par Jean-Sylvestre MONGRENIER



Chercheur associé à l'Institut Thomas More, Chercheur à l'Institut Français de Géopolitique (Université Paris VIII Vincennes-Saint-Denis). Auteur du *Dictionnaire géopolitique de la défense européenne* (ed. Unicomm, 2005) et de *La France, l'Europe, l'OTAN : une approche géopolitique de l'atlantisme français* (ed. Unicomm, 2006).

Tant sur le plan politique que moral et spirituel, la cause tibétaine suscite de curieuses réactions dans des segments, il est vrai limités, des opinions publiques (et de ceux qui la font). On n'insistera pas sur la dimension commerciale des relations avec la Chine, de fait importante, si ce n'est pour rappeler que les interdépendances économiques sont réciproques. Les menaces de boycott des produits européens pourraient provoquer en retour des campagnes de « *China Bashing* ». Prudence donc. Par ailleurs, on ne se désolera pas de voir remise en cause une vision douceâtre et mièvre du bouddhisme. Plus que le « non désir de violence » (*Ahimsa*), ce sont les concepts de « vacuité » (*Sūnyatā*), de « compassion » (*Karuna*), et d'« extinction » des passions (*Nirvāna*) qui sont au cœur de cette tradition originelle. Ainsi la pratique requiert-elle une forme de virilité spirituelle, avec des prolongements au quotidien ; il arrive qu'un occupant subisse les rigueurs de cette « voie du Milieu » (*Mādhymika*). L'accusation de « racisme » est plus surprenante. L'histoire millénaire de la Chine est celle d'un mouvement géopolitique d'expansion de l'ethnie Han, du nord vers le sud, puis vers l'ouest et le sud-ouest ; les peuples résistant à ce mouvement tomberaient donc sous le coup de législations anti-discriminations. Grands dieux ! Quant à l'argument « modernisateur », simple reproduction de la logomachie maoïste, il relève du négationnisme. Reste que la question du Tibet et l'attitude de Pékin à l'encontre des « nationalités minoritaires », recèlent d'importants enjeux géopolitiques. L'Europe ne peut s'en désintéresser.

On the political level as on the moral and spiritual ones, the Tibetan cause fuels/provokes curious reactions in limited parts of the public opinion. One will not insist upon the important business relations with China. Economic interdependence is reciprocal and the threat of a boycott of European goods could provoke, in return, China Bashing campaigns. Therefore, one has to be careful. Besides, it does not distress us to see a sweetish and smirking vision of Buddhism being challenged. More than "no will of violence", these are the concepts of vacuity, compassion and extinction of passions which are at the heart of this original tradition. Thus, this spiritual practice needs a form of spiritual virility, with the continuation into everyday life; an occupying force could suffer from this "Middle Way". The accusation of "racism" is more surprising. The millenary history of China is that of the geopolitical expansion of the Han ethnic group, from North to South, then towards West and South-West; the peoples who offer resistance to this movement would then offend/breach antidiscrimination laws? Good Heavens! As for the modernizing argument, it's just a copy of Maoist logomachies and one could talk of denial of History. Nonetheless, the Tibetan question and the Beijing attitude towards "minority nationalities" remain important geopolitical issues. Europe can't lose interest/not participate in these questions.

L'approche géopolitique des acteurs, des espaces et des stratégies est indissociable de la démarche historique ; les configurations territoriales et ethno-linguistiques résultent en effet des rapports de force qui se sont déroulés sur des durées variables, des temps longs aux temps courts de l'histoire. Dans le cas du Tibet, les idéologues chinois remontent jusqu'au VII^e siècle de notre ère. Songtsen Gampo règne de 629 à 650. Premier grand roi tibétain, il épouse une princesse chinoise, après avoir assiégé Xian, capitale de l'Empire du Milieu. Cette fervente bouddhiste fait construire un temple à Lhassa et apporte de Chine une statue de Bouddha. « *Les Chinois, explique Katia Buffetrille, exploitent cet épisode pour faire remonter leur influence à une date ancienne alors que le Tibet était à cette époque une puissance considérable très crainte par la Chine. En moins d'un siècle, l'empire tibétain s'était alors taillé un territoire gigantesque allant du nord de l'Asie centrale à la Chine (...). C'est à ce moment là que le bouddhisme est introduit et deviendra religion d'Etat au VIII^e siècle* » (1). Les successeurs de Songtsen Gampo consolident l'empire, lancent des raids jusqu'à Samarcande, et son arrière petit-fils, Trisong Detsen (755-797) porte le Tibet à son apogée. Les conflits sino-tibétains ont pour enjeu le contrôle des routes de la soie et du bassin du Tarim, au nord des hauts-plateaux tibétains, et l'accès à l'Asie centrale. Pour contrer la puissance du royaume du Tibet, la Chine des Tang s'allie aux forces musulmanes qui chassent le Bouddhisme du nord de l'Inde et du bassin du Gange, son aire d'origine. En 822, les monarques du Tibet et de Chine signent un traité de paix qui stipule : « *Tout ce qui est à l'Orient appartient à la Grande Chine, tout ce qui est au Ponant est incontestablement le pays du Grand Tibet. Dorénavant il n'y aura ni fumée, ni guerre, ni saisie de territoires de part et d'autre* ».

Appréhendée sur la longue durée, l'histoire des relations sino-tibétaine est faite de complexes rapports d'influence réciproques, irréductibles à une quelconque domination immémoriale de la Chine sur le Toit du Monde. Dans les siècles qui suivent, le Tibet (comme la Chine) se morcelle en chefferies et clans et la dispersion du pouvoir emporte la monarchie de Songtsen Gampo. Du moins le mythe fondateur, celui du roi bouddhiste conquérant, demeure-t-il. Le bouddhisme s'enracine et l'ensemble tibétain se réorganise progressivement autour des grands monastères, foyers spirituels et seigneuries économiques, et des lignées de Tulkous (2). Au XIII^e siècle, les invasions mongoles emportent les structures politiques du Tibet et de la Chine, tous deux incorporés dans ce nouvel empire des steppes. La domination mongole sur le Tibet, transformé en protectorat, est souple et lointaine : les vainqueurs exercent le pouvoir temporel mais reconnaissent l'autorité spirituelle des vaincus. Cette relation dite de chapelain se perpétue dans les siècles qui suivent.

Au XIV^e siècle, la dynastie chinoise des Ming (1368-1644) évince les Mongols mais elle ne s'intéresse guère au Tibet. Des chefs mongols se rallient pour leur part au bouddhisme tibétain et c'est en 1578 que Sonam Gyatso reçoit de l'un d'entre eux, Alta Khan, le titre de « dalai-lama » (« océan de sagesse »). Par respect pour ses maîtres, il se fait reconnaître comme le troisième porteur du titre. En 1642, le cinquième dalai-lama reçoit du chef mongol dont il est le précepteur la souveraineté temporelle et spirituelle sur le Tibet. C'est lui qui fait bâtir à Lhassa le Potala, réplique terrestre du palais d'Avalokitesvara (« Le seigneur qui regarde »), le Boddhisattva de la Compassion dont il est l'émanation. Deux ans plus tard, la dynastie mandchoue des Qing évince les Ming et le « Grand Cinquième » se rend à Pékin pour renouveler la relation de chapelain (1652). Au début du XVIII^e siècle, des troubles internes au Tibet amènent la Chine à installer à Lhassa un représentant permanent (l'Amban) et une garnison, mais son protectorat demeure souple. Elle apporte son concours contre les invasions des Gurkhas du Népal. A la fin du XIX^e siècle, le Tibet s'inquiète plutôt des entreprises britanniques et russes. Les Britanniques ont des visées sur les marches himalayennes du Tibet (Sikkim et Bhoutan) et veulent s'ouvrir des voies vers l'Asie centrale, pour y promouvoir leur commerce et contrer les Russes. Ils occupent temporairement Lhassa (1904) et se font reconnaître une zone d'influence. Les Russes entendent pour leur part prendre le contrôle des périphéries de l'empire chinois, en déclin, et apportent un appui tactique au Tibet. En 1910, les armées des Qing entrent au Tibet pour y réaffirmer la domination chinoise.

L'année suivante, la dynastie des Qing est renversée et la jeune république chinoise a d'autres priorités que le Tibet. Le Dalai-lama proclame l'indépendance de son pays (1912) mais il ne peut obtenir de reconnaissance *de jure*. Cette situation perdure jusqu'à la victoire de Mao Zedong et la proclamation de la République populaire de Chine, en 1949. Le triste sort de la Mongolie voisine, sous la férule du bolchévisme, laisse présager l'« acharnement iconoclaste et athée » des communistes chinois (3). Le 7 octobre 1950, alors que la guerre de Corée accapare les efforts diplomatiques et militaires américains, 40 000 hommes de l'APL (Armée populaire de libération) entrent au Tibet. Signé en 1951, un « Accord de libération pacifique » du Tibet, en 17 points, sauvegarde les apparences de l'autonomie mais la Chine prépare déjà la mainmise totale sur le pays. Le développement des infrastructures favorise la lutte contre les foyers insurrectionnels de la région des Khams (soutenus par les Etats-Unis), le morcellement du territoire est esquissé et des colons d'ethnie Han sont implantés dans le cadre du « Grand Bond en avant » (1958). Le soulèvement de Lhassa, en mars 1959, est sauvagement réprimé et le « Tibet spirituel », en la personne du XIV^e Dalai-lama, se réfugie en Inde (à Dharamsala). La « Révolution culturelle » porte la répression à son paroxysme et, entre 1950 et 1970, ce sont plus de 6000 monastères qui sont détruits (6100 en 1950, 10 en 1970) et quelque 1 000 000 de Tibétains disparaissent de mort violente. Il est vrai que les Tibétains ne sont pas les seuls à périr dans la tourmente maoïste. Le soulèvement de 1989, avant même les manifestations de Tien-anmen, et celui de mars 2008, témoignent du fait que le peuple tibétain a malgré tout survécu au grand concassage. Les Tibétains sont menacés de submersion démographique (4) et de sinisation mais la question de leur statut (autonomie effective voire indépendance) reste ouverte et doit être portée sur le plan international.

Le Tibet historique occupe une place essentielle dans la géopolitique interne de la Chine populaire et c'est d'abord à ce niveau d'analyse que la problématique doit être saisie. Ce vaste territoire au climat difficile, formé de très hauts plateaux et de chaînes de montagnes, au nord de l'Himalaya, s'étend sur 2000 km d'ouest en est et 1500 km du nord au sud ; il recouvre le quart de la Chine, soit une étendue comparable à celle de l'Inde. Ces espaces sont peuplés de six à sept millions de Tibétains, une population indéniablement singulière au plan ethno-linguistique (groupe tibéto-birman) et religieux (bouddhisme vajrayâna, fortement influencé par le tantrisme hindou, à caractère ésotérique). En 1965, Pékin a divisé le Tibet historique : la « région autonome » représente à peine la moitié de ce territoire et le tiers de sa population (1,2 millions de km² et 2,2 millions d'habitants). Les autres parties du Tibet historique ont été rattachées aux régions du Qinghai (nord), du Sichuan (est) et du Yunnan (sud-est). Au regard de ce découpage territorial et administratif, le Dalai-lama ne

naîtrait pas tibétain aujourd'hui. Il n'en reste pas moins que le fait ethnique demeure et le mouvement national tibétain pourrait éveiller ou renforcer celui d'autres « nationalités minoritaires », qui ne représentent ensemble que 8% de la population totale mais couvrent de très vastes espaces. Ne citons que le Turkestan chinois (région du Xinjiang/« Nouvelle frontière »), peuplé de Ouïghours turco-musulmans, une périphérie dans laquelle l'archéologie dément l'auto-centrisme ethnique et civilisationnel des Han (5). Outre les risques d'irréductions ethniques et leurs effets territoriaux, il faut aussi prendre en compte le potentiel écologique du Tibet : forêts (largement entamées), eaux (30% des ressources hydrauliques ; les sources des fleuves les plus importants d'Asie) et riches gisements minéraux. La puissance et la cohésion de la « Chine rouge » sont en jeu.

Sur le plan de la géopolitique externe régionale, l'enjeu tibétain doit être replacé dans le cadre des difficiles relations entre la Chine et l'Inde. Pour mémoire, rappelons que la Chine conteste les frontières sud du Tibet, tracées par les Britanniques (la « ligne Durand ») au temps de l'Empire des Indes. Lors de la guerre de 1962, Pékin s'est emparé du territoire de l'Akasai Chin (à l'ouest de la frontière) et revendique l'Etat indien d'Arunachal Pradesh (à l'est de cette même frontière). Dans cette configuration géopolitique, la masse tibétaine fait fonction de glacis et surplombe l'Asie du Sud. Cette région stratégique s'insère dans un vaste dispositif qui menace d'encercler l'Inde ou du moins peut-être perçu comme tel. La Chine entretient ainsi une étroite relation stratégique avec le Pakistan, « frère-ennemi » de l'Inde (le Pakistan cherchant lui-même à contrôler l'Afghanistan pour accroître sa profondeur stratégique à l'encontre de l'Inde). Au sud, la stratégie chinoise du « collier de perles » et le développement de ports en eaux chaudes sur les bords de l'océan Indien (Gwadar au Pakistan, Mawlamyaing en Birmanie, Chittagong au Bangladesh) inquiètent les autorités de New-Delhi. Cette stratégie a certes pour objectif premier de renforcer la présence chinoise sur les routes du pétrole, du golfe Arabo-Persique aux rivages asiatiques de l'océan Pacifique, mais elle contrarie aussi la volonté indienne de prendre le relais de l'ancienne métropole coloniale dans ce que l'on nommait autrefois le « *British Lake* ». C'est dans ces mêmes espaces maritimes qu'opèrent les armadas occidentales, engagées dans la lutte contre l'islamo-terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive.

Si l'on élargit le regard plus au nord, on voit que le Tibet se situe à la charnière de l'Asie méridionale et de l'Asie centrale. Dans ce « milieu des empires », qui correspond à l'ancien Turkestan russe, la Chine est en quête de ressources énergétiques et de marchés pour ses exportations manufacturières. Elle y mène ce que d'aucuns nomment une « géopolitique altaïque » et travaille au drainage des hydrocarbures du bassin de la Caspienne vers ses grands centres de consommation côtiers. Entre les montagnes de l'Altaï et celles du Tian Chan, ce grand couloir de circulation qu'est la Porte de Dzoungarie (6) devrait retrouver son importance géostratégique (voir le projet d'oléoduc depuis le Kazakhstan jusqu'au littoral Pacifique). Nonobstant le « partenariat stratégique » Pékin-Moscou et la promotion par les deux capitales de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS), la Chine est engagée dans une rivalité croissante avec la Russie, cette dernière éprouvant des difficultés à maintenir son influence dans ces ex-républiques soviétiques d'Asie centrale qu'elle considère comme partie intégrante de son « étranger proche ». De même, les immenses besoins énergétiques chinois ne peuvent-ils que contrarier la volonté des Etats-Unis et de l'Union européenne de diversifier leurs sources d'approvisionnement et d'assurer le bon fonctionnement du marché mondial. « *Le Tibet*, souligne Frédéric Bobin, *est une pièce maîtresse de cette construction géopolitique régionale* » (7). En Asie du Sud, Pékin veille à limiter les effets du rapprochement entre les Etats-Unis et New-Delhi (voir les accords de coopération nucléaire civile) et là encore, la région stratégique du Tibet permet à la Chine de peser sur cette relation, tout en faisant valoir par ailleurs le spectaculaire développement des échanges commerciaux et les possibles coopérations régionales.

La géopolitique est faite de contrecoups entre des aires spatiales parfois éloignées et il nous faut porter plus loin encore le regard. Ainsi la question tibétaine ne peut-elle être dissociée de celle de Taiwan (l'ancienne Formose) et des menaces chinoises maintes fois réitérées de recourir à la force pour prévenir l'indépendance *de jure* de cette autre Chine (la loi « anti-sécession » de mars 2005). La question des archipels de « Méditerranée asiatique » (mer de Chine méridionale) – Paracel et Spratly- et l'expansionnisme larvé de la Chine populaire dans cette zone, potentiellement riche en pétrole « off shore » et voie de passage des flux énergétiques et commerciaux entre les océans Indien et Pacifique, constituent d'autres sujets d'inquiétude. Dans cette même Grande Asie, il faut aussi mentionner les heurts et les tensions avec le Japon, tant au plan régional (archipel de Senkaku, en mer de Chine orientale), que mondial (manœuvres visant à empêcher Tokyo d'obtenir un siège de membre permanent au Conseil de sécurité des Nations unies). En Asie du Nord-Est, toujours, le positionnement de Pékin sur la question du nucléaire nord-coréen n'est pas transparent. Plus loin, il y a l'Iran et l'attitude ambivalente de Pékin sur le programme nucléaire de Téhéran. Enfin, la percée chinoise en Afrique et le soutien apporté à des régimes que l'on peut qualifier de « voyous » (voir le Soudan et la question du Darfour, ainsi que le régime de Mugabe, au Zimbabwe) concernent aussi les Européens

(déploiement d'Eufor-Tchad). Bref, la montée en puissance de la Chine n'est guère « pacifique » et moins encore « harmonieuse » ; la forte croissance des dépenses militaires qui l'accompagne laisse présager de possibles heurts dans la « grande périphérie » de la Chine, de l'Asie-Pacifique aux espaces centre-asiatiques et moyen-orientaux.

Parce que la suprématie ne se négocie pas, les Etats-Unis ont mieux anticipé les risques et menaces liés à l'affirmation de la Chine dans l'arène internationale. Une partie de la politique américaine au Moyen-Orient s'explique par la volonté de réorganiser l'ensemble de cette aire et « mettre en forme » le monde (le « *world shaping* »), alors que la Chine est au milieu du gué, pour que cette dernière privilégie son insertion dans les réseaux globaux par la voie du travail et de l'éducation. Certains des dirigeants européens se révèlent plus enclins à relayer les représentations géopolitiques chinoises, quand ce n'est pas celles de sinologues fascinés par leur objet d'étude. A l'évidence pourtant, les « légistes rouges » qui dirigent la Chine populaire, dont la logomachie stalinienne à l'encontre du Dalaï-lama révèle le peu d'agilité mentale, ne sont en rien des saints taoïstes se tenant dans l'Immuable Milieu.

Dès lors, que faire ? Eternelle question à laquelle Alexandre Kojève répondait : « *apprendre le grec* ». L'exercice est ici plus simple et consiste à manier l'art de la prudence, au sens de prévoyance avisée. Face à la Chine, dont les agissements nous donnent un avant-goût de « l'horizon 2030 », c'est ici et maintenant qu'il faut agir, poser des règles de juste conduite, fixer des limites. La question du Tibet est donc en haut de l'agenda européen. Divers chefs d'Etat et de gouvernement européen ont annoncé leur intention de ne pas se rendre à la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques et il est urgent d'arriver à une position commune des Vingt-Sept sur cette décision. Si tel n'était pas le cas, ce serait à désespérer d'une future politique étrangère et de défense commune. Pour ce qui est du boycott des jeux, au nom de l'esprit olympique (en sommeil depuis bien longtemps), peut-être vaut-il mieux s'en tenir aux recommandations du Dalaï-lama. Quant au ridicule du badge préconisé par certains sportifs français (« Pour un monde meilleur »), avec pour objectif avoué d'éviter qu'un drapeau tibétain ne soit brandi par l'un ou l'autre athlète, on ne sait s'il faut en rire ou en pleurer. En pleurer, peut-être.

L'erreur serait de voir la question tibétaine à l'aune des seuls Jeux olympiques et de privilégier des manifestations du style « agit-prop ». Les citoyens de l'Union européenne les plus conscients des enjeux globaux que recèlent le sort et la destinée du Tibet doivent concentrer leurs exigences sur deux impératifs. Premier impératif : à l'instar de George Bush, de Nancy Pelosi, ou encore d'Angela Merkel, les Vingt-Sept se doivent de rencontrer et de recevoir le Dalaï-lama (à l'instar du Conseil de l'Europe). Rappelons que c'est la France qui très bientôt présidera l'Union européenne ; pour celle qui fût la « fille aînée de l'Eglise », accueillir, avec tous les honneurs qui lui sont dus, le chef d'une très haute tradition spirituelle serait le juste prolongement du très remarqué Discours du Latran. Le deuxième impératif concerne l'embargo sur les armes à l'encontre de la Chine. Décidé par les Européens à la suite des massacres de Tien'anmen, il ne saurait être remis en question au nom d'un vague « pari » sur la Chine. Question de décence et d'intelligence politique.

Jean-Sylvestre MONGRENIER

Notes

- (1) Cf. Katia Buffetrille, « Chine et Tibet, une si longue histoire », *Le Monde*, 23-24 mars 2008.
- (2) Personnage considéré comme la réincarnation d'un saint lama ou l'émanation d'une divinité bouddhique. Cette tradition remonte au XII^e siècle.
- (3) L'expression est empruntée à François Thual, *Géopolitique du bouddhisme*, Edition des Syrtes, 2002.
- (4) Ouverte en 2006, la ligne de chemin Goldmund-Lhassa accélère ce mouvement de submersion et les Tibétains sont en passe de se retrouver en situation de minorité dans leur patrie même.
- (5) Voir les momies de type « caucasioïde » découvertes en 1988 par le sinologue autrichien Victor Mair dans le bassin du Tarim. Ces corps datent de l'Age du Bronze (-1200).
- (6) La Porte de Dzungarie a été empruntée par les invasions mongoles des XIII^e -XV^e siècles, dans leur course vers l'Occident.
- (7) Cf. Frédéric Bobin, « Crise du Tibet. Des enjeux cruciaux pour Pékin », *Le Monde*, 27 mars 2008.

Cet article est publié en partenariat avec le portail d'information **Fenêtre sur l'Europe** (<http://www.fenetreeurope.com>).